





















Mesures de renforcement pour la cible 11.2

N°	OE	Mesure	Responsabilité	Horizon temporel	Moyens (poste auxiliaire, finances ⁶⁴)	Principales cibles impactées
Politiques publiques						
11.2 M1	A	La dimension liée à la cohésion sociale est prise en considération dans le mandat de promotion de la mobilité douce du Service de la Mobilité (SMo), de manière à définir comment la mobilité douce peut devenir un vecteur de cohésion sociale.	SMo	2021–2024		 10.1  10.3  11.3
11.2 M2	A, B, D	Un outil (page internet) d'appui à la réalisation de plans de mobilité d'entreprises est élaboré.	SMo	2021–2022	10 000 francs (2021), 10 000 francs (2022)	 3.1  13.1
Propre fonctionnement de l'État						
11.2 M3	A	La gestion digitale des places des parcs est progressivement déployée. Une telle forme de gestion permet de mettre en évidence les possibilités de covoiturages et d'optimiser l'utilisation des places de parc.	SBat	2021–2026		 11.3  13.1
11.2 M4	A	L'arrêté sur les places de stationnement de l'État est soumis à une révision, afin d'adapter les règles d'attribution des places aux besoins actuels et d'étendre la tarification aux chefs-lieux des districts.	SG-DIME	2021–2026		 13.1
11.2 M5	A	Les Directions de l'Etat promeuvent activement le télétravail au sein de leurs services.	Directions	2021–2022	---	 5.3  8.2  13.1
11.2 M6	A, B	Les impératifs écologiques sont pris en considération dans le cadre de la révision de la loi sur le personnel, notamment à travers une disposition visant à encourager le développement durable (comportement écologique du personnel et promotion de la mobilité douce). Afin de concrétiser cette disposition, et dans la mesure où ces thèmes seront retenus par le Conseil d'État dans la future politique du personnel, des directives devront être établies par le SPO avec l'appui d'un groupe de travail composé du SPO, AFin, SG-DIME, SMo, SBat.	SPO, SMo, SG-DIME, AFin, SBat	2021–2026	10 000 francs (2021), 15 000 francs (2022), 20 000 francs (2023), 30 000 francs (2024), 50 000 francs (2025), 55 000 francs (2026)	 13.1  15.1

OE	Mesure	Responsabilité	Horizon temporel	Moyens (poste auxiliaire, finances)	Principales cibles impactées
11.2 M7	A, B	Des démarches sont entamées auprès de prestataires privés afin d'évaluer les possibilités d'obtenir des rabais-flottes pour les deux-roues ou des réductions sur les abonnements de transports publics pour les nouvelles collaboratrices et nouveaux collaborateurs limitées dans le temps.	SG-DIME, SMO	2021–2026	 12.1  13.1  15.1
11.2 M8	A, B	Des plans de mobilité (ou un plan de mobilité commun) sont développés. Le catalogue de mesures annexé à la Directive sur les plans de mobilité est mis en œuvre et développée avec des nouvelles propositions de mesures à mettre en œuvre pour la mobilité durable des collaboratrices et collaborateurs de l'Etat.	SG-DIME, SMO, SPO, AFin, SBat	2021–2026	10 000 francs (2021), 20 000 francs (2022), 25 000 francs/an (2023–2024), 30 000 francs (2025), 40 000 francs (2026) 8500 francs (2021), 20 000 francs/an (2022–2024), 25 000 francs (2025), 26 500 francs (2026) (poste auxiliaire)  8.2  13.1  11.3
11.2 M9	D	Un cours d'ecodrive est proposé dans l'offre de formation du personnel.	SPO	2021	 13.1